

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 25 novembre 2015

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**69 2015.RRGR.881 Motion 227-2015 Müller (Orvin, UDC)
Plus de latitude pour les communes dans la questions des gens du voyage**

N° de l'intervention: 227-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 07.09.2015
Déposée par: Müller (Orvin, UDC) (porte-parole)
Bühler (Cortébert, UDC)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 09.09.2015
N° d'ACE: 1280/2015 du 28 octobre 2015
Direction: JCE

Plus de latitude pour les communes dans la question des gens du voyage

Le Conseil-exécutif est chargé du mandat suivant :

1. proposer une solution permettant aux communes de prendre immédiatement et efficacement leurs dispositions si des gens du voyage s'installent illégalement sur un terrain public ou privé.
2. attribuer aux communes dans le code de procédure pénale ou dans d'autres actes législatifs les compétences leur permettant de faire procéder par la police à l'évacuation immédiate, en l'espace de 24 heures ;
3. examiner dans ce contexte quelles dispositions peuvent être adaptées ou introduites dans les règlements communaux pour permettre la mise en œuvre des dispositions proposées.

Développement :

Les gens du voyage étrangers se heurtent toujours plus à l'hostilité de la population quand ils s'installent illégalement sur des terrains publics ou privés, qu'ils laissent ensuite les lieux dans un état de saleté considérable et qu'ils causent des dommages. Les moyens de droit se sont révélés insuffisants dans la pratique puisque les délais impartis ont pour effet que quand les règles peuvent enfin être appliquées, les gens du voyage sont déjà partis. C'est contraire à la perception du droit dans la population quand en ce qui les concerne, le dépassement du temps de stationnement autorisé, par exemple, leur vaut immédiatement une amende, encaissée sur place, alors que sous les regards de tout un chacun, les gens du voyage occupent un terrain illégalement pendant plusieurs jours et le laissent en partant dans un état de saleté révoltant, sans que les autorités puissent imposer le droit.

Ce n'est pas acceptable. Les conditions générales du droit doivent donc être adaptées de telle manière que les communes aient la possibilité d'agir dans les 24 heures devant l'occupation illégale de terrains.

Réponse du Conseil-exécutif

Le nombre actuel d'aires de transit destinées aux gens du voyage et plus particulièrement de celles qui sont spécifiquement réservées aux gens du voyage venus de l'étranger est insuffisant en Suisse. C'est pourquoi on s'emploie, tant sur le plan fédéral que sur le plan cantonal, à trouver une solution à ce problème et à chercher des terrains en vue de les mettre à la disposition des personnes concernées. En Suisse, il n'existe pour le moment que très peu d'aires de transit destinées aux gens du voyage venus de l'étranger. En ce qui concerne le canton de Berne, un groupe de travail prépare actuellement un mémento concernant les relations entre les communes, la police et les gens du voyage qui occupent temporairement un lieu sans autorisation.

Dans la pratique, on cherche en principe à instaurer le dialogue avec les gens du voyage lorsque ces derniers occupent temporairement un terrain sans autorisation. A cet égard, impliquer la police le plus tôt possible présente un avantage puisqu'elle peut offrir ses conseils aux communes et aux particuliers, et leur apporter un soutien dans les négociations avec les gens du voyage. Le plus souvent, ces négociations aboutissent à un accord (contrat d'utilisation ou arrangement relatif à l'évacuation de la propriété). Du fait que les places mises à la disposition des gens du voyage, et plus particulièrement des gens du voyage venus de l'étranger, sont insuffisantes, voire inexistantes dans certaines régions, le renvoi et l'évacuation forcée d'un terrain posent un problème de fond.

Pour établir des rapports juridiques clairs, les communes peuvent déjà promulguer une interdiction de camper sur le domaine public (sous réserve de dérogation). Une telle interdiction communale est admissible dans la mesure où le camping sur le domaine commun est un usage accru du domaine public. Il est par ailleurs possible de soumettre le séjour à autorisation. De plus, le règlement peut aussi prévoir des amendes en cas de non-respect de l'interdiction ou, le cas échéant, des dispositions complémentaires d'une autorisation (p. ex. dépôt de garantie concernant l'élimination des déchets). Par ailleurs, les communes peuvent, moyennant des mesures organisationnelles adéquates, faire en sorte que l'autorité compétente puisse prendre rapidement les décisions nécessaires. En principe, il est du ressort de l'organe de police de la commune d'ordonner l'évacuation forcée; en ce qui concerne son exécution, il fait appel à la Police cantonale. Dans tous les cas, l'ordre de renvoi, le délai imparti tout comme l'évacuation forcée des lieux qui s'ensuit au besoin doivent respecter le principe de proportionnalité inscrit dans la Constitution. En outre, il convient en particulier de tenir compte du fait que les caravanes des gens du voyage sont considérées comme des «locaux» privés et sont donc sujettes à la protection de la sphère privée ancrée dans la Constitution. De surcroît, les gens du voyage suisses représentent une minorité protégée.

Lorsqu'un bien-fonds est occupé de manière temporaire par les gens du voyage sans l'accord du propriétaire, ce dernier peut se défendre contre l'acte d'usurpation selon les dispositions du droit civil relatives à la protection de la possession et de la propriété. En déposant une requête de mesure superprovisionnelle (p. ex. interdiction d'utilisation ou ordre de cessation d'un état de fait illicite), le propriétaire est en mesure d'exiger une intervention rapide par la voie civile. Par ailleurs, en cas d'infractions (p. ex. dommage à la propriété ou violation de domicile), le propriétaire peut solliciter l'aide de la police.

En application de la clause générale de police, la police peut intervenir s'il existe un trouble grave ou un danger sérieux et imminent pour l'ordre et la sécurité publics (p. ex. grave pollution des eaux) qui est lié à l'utilisation non autorisée d'un bien-fonds public ou privé pour le séjour provisoire de gens du voyage et qu'il n'existe aucun autre moyen licite pour remédier à la situation dans un temps utile.

Du point de vue du Conseil-exécutif, le droit en vigueur offre suffisamment de possibilités aux communes pour imposer l'évacuation effective de lieux utilisés provisoirement par des gens du voyage dans un délai raisonnable. Il n'existe donc pas de motif qui impliquerait la promulgation d'une nouvelle réglementation légale ou l'adaptation des prescriptions actuelles à l'échelle cantonale.

Le Conseil-exécutif se prononce comme suit sur les différents points abordés dans la motion:

Points 1 et 3: Aujourd'hui déjà, il appartient aux communes d'interdire le stationnement temporaire des gens du voyage sur les terrains publics ou de le soumettre à autorisation avec des dispositions légales adaptées, ainsi que de mettre en œuvre les dispositions prises dans un délai raisonnable. En outre, un groupe de travail cantonal élabore à l'heure actuelle un mémento portant sur les relations entre les communes, la police et les gens du voyage qui occupent temporairement un lieu sans autorisation.

Point 2: Lorsque des personnes continuent d'occuper un terrain au-delà du délai qui leur a été imparti en bonne et due forme pour quitter les lieux, la commune peut d'ores et déjà ordonner rapidement une évacuation forcée par la police à condition de respecter le principe de

proportionnalité. Il n'est donc pas nécessaire de fixer un délai précis dans un acte législatif en ce qui concerne l'évacuation ordonnée par la police.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir kommen zu Traktandum 69, Motion Müller: Mehr Handlungsspielraum für Gemeinden im Umgang mit Fahrenden. Der Regierungsrat will die Motion ablehnen. Wir führen eine freie Debatte.

Mathias Müller, Orvin (UDC). «Es ist nicht zu verkennen, dass der Aufenthalt von Fahrenden in Biel oft mit Schwierigkeiten verbunden ist». Das ist ein Zitat aus einem Postulat vom April 2009 der Grünen im Stadtrat von Biel. Damals, vor sechs Jahren, kamen rund fünf- bis zehnmal Fahrende nach Biel. In den letzten drei Jahren hat das massiv zugenommen. Wir hatten bis Mitte September diesen Jahres über sechzigmal Fahrende, die Halt in Biel gemacht haben. Dabei handelt es sich um Gruppierungen mit 10 bis 15 Anhängern bis hin zu solchen mit 50 bis 60 Wohnwagen. Dass die Konflikte dabei nicht abgenommen haben, ist auch klar. Wenn mehr kommen, nehmen exponentiell auch die Konflikte zu. Letzten Juli hatten wir Probleme mit Waffengewalt im Bözingenmoos, welche national Schlagzeilen machten. Im letzten Jahr gab es einen Fall, wo Fahrende sich bei der Schrottbar niedergelassen haben. Die Schrottbar ist eine alternative Kommune. Die Fahrenden haben begonnen, die Leute dort zu schikanieren, sodass die Leute von der Schrottbar die Polizei kommen lassen mussten. Ich bin auch der Meinung, dass man versuchen sollte, zuerst über den Dialog nach Lösungen zu suchen. Das macht man in der Stadt Biel auch recht gut mit einem relativ pragmatischen Ansatz.

Das Problem ist aber das Folgende: In Biel brodelt es in der Bevölkerung. Die Bevölkerung hat ein riesiges Problem damit, wenn sie sieht, wie viele Fahrende – nicht alle, das ist klar – illegal Land besetzen oder blaue Zone besetzen und während Tagen nichts geschieht. Wenn Plätze verschmutzt oder zerstört zurückgelassen werden, haben die Leute damit relativ grosse Mühe. Das merken auch die Fahrenden. Sie werden teilweise von der Bevölkerung angefeindet. Ich konnte letzten August mit Fahrenden sprechen. Sie haben mich gefragt, ob in Biel eigentlich alle Leute etwas gegen sie hätten, denn sie würden angefeindet. Das stimmt, und es ist auch denjenigen gegenüber nicht richtig, die sich korrekt verhalten. Das Problem ist, dass die Gemeinden nicht effizient gegen Fahrende vorgehen können. Und hierzu muss ich festhalten: Wenn man die Antwort des Regierungsrats liest, bekommt man das Gefühl, das Problem sei gelöst. Aber das stimmt nicht ganz, denn wenn es so wäre, wie der Regierungsrat schreibt, hätte er eigentlich auch Antrag auf Annahme und Abschreibung stellen müssen. Das tut er aber nicht, vielmehr lehnt er den Vorstoss ab.

Das Problem besteht nach wie vor und zwar seit der Totalrevision des Polizeigesetzes. Damals hat man den Gemeinden die Kompetenz zur Wegweisung entzogen. Diese Kompetenz liegt heute bei der Kantonspolizei. Das bedeutet, dass die Gemeinden zuerst den Weg über den Kanton gehen müssen, wenn sie etwas unternehmen wollen. Dass das Ganze die Angelegenheit verzögert, ist nachvollziehbar. Das wissen natürlich auch die Fahrenden. In der Regel bleiben sie dann etwa fünf Tage, und wenn sie wissen, dass bald etwas unternommen werden wird, ziehen sie weiter.

Unser Vorstoss ist sehr offen formuliert. Es geht uns wirklich darum, den Gemeinden mehr Handlungsspielraum zu verschaffen, damit sie unverzüglich und effizient reagieren können, wenn Fahrende sich nicht korrekt verhalten oder illegal Land besetzen. Eigentlich wäre es am einfachsten, wenn den Gemeinden die Kompetenz zur Wegweisung gemäss Artikel 29 des Polizeigesetzes wieder übergeben würde; so, wie es früher war. Wie gesagt, wir lassen es offen und bieten dem Regierungsrat eine relativ grosse Handlungsfreiheit. Wir wären sehr dankbar, wenn dieser Vorstoss angenommen würde. Und wenn Sie es nicht glauben, dann kommen Sie einmal nach Biel und schauen Sie, wie es dort zum Teil zu- und hergeht.

Le président. Der Mitmotionär ist gerade nicht anwesend und wünscht wahrscheinlich nicht das Wort. Dann kommen wir nun zu den Fraktionen.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Der BDP-Fraktion ist bewusst, dass der Umgang mit den Fahrenden für die Gemeinden und Behörden ab und zu nicht ganz einfach ist. Wir sind aber auch dezidiert der Meinung, dass die illegale Besetzung von öffentlichen und privaten Grundstücken – durch Fahrende, aber auch durch andere – nicht toleriert werden darf. Aus Sicht unserer Fraktion sind aber genügend Rechtsmittel vorhanden, um Massnahmen durchzusetzen und Fahrende allenfalls wegweisen zu können. Die Gemeinden und Städte haben mit der Kantonspolizei Leistungsvereinbarungen. Dort können sie auch geltend machen, dass dies sofort geschehen soll. Falls einzelnen Gemeinden solche Reglemente, die das erlauben, fehlen, müssen sie diese schaffen. Es existieren Musterreglemente oder es können Reglemente von Nachbargemeinden übernommen werden. Auch die JGK würde sicher helfen. Die BDP-Fraktion wird die Motion annehmen, verlangt aber die gleichzeitige Abschreibung.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Dass es mitunter mit Fahrenden Probleme gibt, ist nicht zu bestreiten. Es wäre auch noch zwischen inländischen und ausländischen Fahrenden zu unterscheiden. Darauf würde ich persönlich noch einen Schwerpunkt legen. Meine Fraktion lehnt den Vorstoss ab, weil wir Ziffer 2 der Begründung des Regierungsrats nachvollziehen können. Die Gemeinden verfügen über die Möglichkeit, diese Wegweisungen vorzunehmen. Es muss in keiner Art und Weise über den Kanton laufen, wie Grossrat Müller dies vorhin sagte. In Thun gibt es im städtischen Ortspolizeireglement eine Bestimmung, die regelt, unter welchen Bedingungen Fahrende sich anmelden können und innerhalb welcher Frist sie dies tun müssen. Und es hat auch schon von mir unterschriebene Verfügungen gegeben, woraufhin Fahrende mit Unterstützung durch die Polizei weggewiesen wurden. Das ist geschehen, und man musste nicht – so wie Sie das sagten, Herr Grossrat Müller – einen Umweg über den Kanton machen. Das ist direkt über die Gemeinden möglich. Wenn dies in Biel ein Problem darstellen sollte, was ich aus der Ferne zu wenig beurteilen kann, dann ist die Stadt Biel dazu aufgerufen, dieses Problem in ihren Reglementen so zu regeln, dass es auch in Biel möglich ist. In Thun wenigstens haben wir das.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Hier gibt es meiner Meinung nach viel Theorie. Ich bin Gemeinderat und habe seit zehn Jahren mit Fahrenden zu tun. Vielleicht sind wir eine Gemeinde, die ein guter Standort für die Fahrenden darstellt. Sie kommen jedenfalls relativ häufig in unsere Gemeinde. Früher waren es relativ grosse Gruppen. Wir haben den Dialog gesucht. Ich komme mit den Fahrenden meistens relativ gut aus und habe es soweit geschafft, dass nun etwa dreimal im Jahr kleine Gruppen zu uns kommen. Ich kann mit ihnen auch relativ viel vereinbaren. Am Schluss «fötzeln» sie sogar. Wir erhalten relativ wenige Reklamationen. So wäre es an sich zu verkraften. Es wäre das Beste, wenn jede Gemeinde ein- oder zweimal im Jahr eine kleine Gruppe Fahrender aufnehmen würde. Aber ich kann Ihnen sagen, dass es auch anders sein kann. Wir hatten schon Gruppen, mit denen man sich überhaupt nicht einigen konnte und die relativ arrogant waren. Und ich muss dazu noch Folgendes sagen: Diejenigen, welche immer zwischen den inländischen und den ausländischen Fahrenden unterscheiden, haben definitiv keine Ahnung. Die Gruppen sind meist gemischt. Ich möchte Sie einmal sehen, wenn Sie bei einer solchen Gruppe die Ausweise anschauen: Was da für verschiedene Ausweise zusammenkommen. Sie können es auch schon den Kontrollschildern entnehmen. Es ist nun einmal so, dass die Fahrenden ein Mischvolk sind. Sie können ihnen noch lange ein Reglement ihrer Gemeinde hinhalten; das ist denen so ziemlich egal, denn sie akzeptieren es nicht, wenn sie nicht wollen. Wenn Sie das Gespräch mit ihnen nicht finden können und es sich um weniger anständige Fahrende handelt, dann sind Sie ihnen komplett ausgeliefert. Wir hatten einen solchen Fall einmal. Wir stellten ihnen keinen Platz zur Verfügung, dann haben sie einen Ort besetzt, und danach konnte man gar nichts mehr unternehmen. Man konnte nur noch abwarten und zuschauen. Das machten wir natürlich nicht, sondern klärten ab, wie wir vorzugehen hätten, wenn wir sie wegweisen wollten. Zuerst müssen die Daten aufgenommen, also die Ausweise kontrolliert werden. Man muss ja wissen, wen man überhaupt anzeigen will. Danach wird die Anzeige gemacht und dann muss man auf die richterliche Verfügung warten. Das dauert etwa fünf Tage, wurde uns gesagt. Bis dahin sind sie meistens schon wieder weg, weil sie von Deutschland her eine Art provisorisches Bleiberecht für fünf Tage kennen. Das gibt es hier in der Schweiz nicht, aber sie haben das wohl so im Kopf.

Wenn man dann räumen will, braucht es dreimal mehr Polizisten als Fahrende anwesend sind. Das

weiss jeder, der mit solchen Sachen zu tun hat. Und nun stellen Sie sich einmal vor, dass Sie beispielsweise 40 Fahrende an einem Platz haben. Dann brauchen Sie 120 Polizisten, um dort räumen zu lassen. Das kostet eine Gemeinde sehr viel Geld und ist wahrscheinlich auch nicht zielführend. Also bleibt einem nichts anderes übrig, als einfach abzuwarten, bis sie wieder gehen. Das kann es doch nicht sein! Ich denke, hier braucht es mehr Macht. Mit denjenigen, die sich an die Spielregeln der Gemeinden halten, habe ich kein Problem. Es gibt aber auch andere. Der Regierungsrat erwähnte, es gebe eine Generalklausel. Ich frage mich aber manchmal, warum diese dann nicht angewendet wird. Es steht geschrieben, dass man diese einsetzen könne, wenn sich das Volk bedroht fühle oder die Probleme überwiegen würden. Diese Klausel könnte relativ schnell nützen. Es wurde bisher aber noch nie gemacht. Wir haben es selbst erlebt und wären dankbar, wenn man innert 24 Stunden handeln könnte und eine Lösung zur Verfügung hätte, sollte es mit den Fahrenden einmal nicht gehen. Das wäre auch ein Fingerzeig an diejenigen, die sich nicht anständig aufführen, sich uns ein bisschen anzupassen. Die SVP nimmt alle drei Punkte an.

Le président. Es wurde bisher keine ziffernweise Abstimmung verlangt.

Daphné Rüfenacht, Biel/Bienne (Les Verts). Die Antwort des Regierungsrats ist aus Sicht der Grünen klar und absolut deutlich. Die Gemeinden und der Kanton haben bereits heute genügend Möglichkeiten um zu handeln, falls es nötig würde. Der Motionär beantragt quasi ein Rückkommen auf die Aufgabenteilung zwischen der Kantonspolizei und den Gemeindeaufgaben. Die Grünen sehen aber in diesem Bereich keinen Handlungsbedarf. Falls es tatsächlich so ist, wie der Motionär sagt, dass die Kantonspolizei nicht genügend schnell handelt, braucht es keine Kompetenzverschiebung, sondern organisatorische Massnahmen. Die Grünen werden sowohl eine Motion wie auch ein Postulat ablehnen. Falls das Anliegen eine Mehrheit fände, würden wir die Abschreibung beantragen.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die Antwort des Regierungsrats auf diesen Vorstoss hat uns überzeugt. Am Schluss sagt er, dass heute bereits genügend rechtliche Möglichkeiten bestehen, Fahrenden zu verbieten ein Gelände zu besetzen und sie wenn nötig wegzuweisen und räumen zu lassen. Der EVP ist es wichtig, dass solche rechtlichen Sachen auch in Zukunft korrekt angewendet werden. Dazu möchte ich Folgendes zu bedenken geben: Es gibt momentan nach wie vor zu wenige Standplätze. Auch das steht in der Antwort. Daran müssen wir noch weiterarbeiten. Wir sind froh, dass der Bund und die Kantone daran arbeiten. Es geht hier nicht darum, zwischen ausländischen und inländischen Fahrenden zu unterscheiden, sondern es geht darum, dass Fahrende generell genügend Standplätze zur Verfügung haben sollten und unterwegs generell die Regeln von Grundbesitzern und Gemeinden einhalten. Es geht auch nicht darum, dass für eine bestimmte Volksgruppe neue Regeln erfunden werden sollen, weil sie anders leben als wir. Es geht darum, allgemein die Eigentumsrechte durchzusetzen und auf den gegenseitigen Respekt zu pochen. Ungarische Verhältnisse passen nicht zur Schweiz. Es kann auch nicht darum gehen, dass Fahrende einfach weggewiesen werden und der «schwarze Peter» an eine andere Gemeinde abgeschoben wird. Es geht darum, dass die Gemeinden auch in unangenehmen Situationen Verantwortung übernehmen. Die Mehrheit unserer Fraktion wird den Vorstoss ablehnen.

Nathan Güntensperger, Biel/Bienne (pvl). Das Spiel läuft immer gleich: Die Fahrenden erscheinen üblicherweise am Donnerstagnachmittag. Bis die Gemeinde erfährt, dass Fahrende anwesend sind, wird es Freitagnachmittag. Die meisten Büros der Gemeinden sind dann bereits verwaist. Also geht das Wochenende vorüber und am Montag wird eine Lösung gesucht. Falls es keine Einigung gibt, dauert es üblicherweise bis Mittwoch, bis eine Verfügung vorliegt. Dann einigt man sich auf eine Abreise am Donnerstagmorgen. So können die Fahrenden dann gemütlich an den nächsten Ort fahren und sind dann pünktlich am Donnerstagnachmittag vor Ort. Die Tatsache, dass es nicht genügend Plätze für ausländische Fahrende gibt, kann nicht als Entschuldigung für widerrechtliches Benützen von öffentlichem oder privatem Grund gelten. Wenn es keine Plätze gibt, müssen sie entweder weiterfahren oder sich eine andere Route suchen. Wenn ich weiss, dass es an einem Ort keinen Campingplatz gibt, dann werde ich auch nicht einfach in diesen Ort fahren und ohne zu fragen in irgendeinem Vorgarten campieren. Der Vorschlag des Regierungsrats für den Erlass eines generellen Campingverbots auf öffentlichem Grund ist ja schön und gut. Tatsache ist aber auch, dass ein Verbot mit dem gerade beschriebenen Vorgehen der Fahrenden ausgehebelt werden kann. Denn am Ende muss ja trotzdem jemand anhand des bisherigen Gesetzes

entscheiden, ob die Polizei eine Wegweisung umsetzen kann.

Noch schlimmer ist die Situation bei der Besetzung von privatem Grund. Die Antwort des Regierungsrats mag ja sachlich richtig sein und zurzeit ist es so im Gesetz vorgesehen. Für einen Privatgrundbesitzer aber klingt die Antwort des Regierungsrats wie eine Parodie auf die Verwaltung von Mani Matter: «Mit der Einreichung eines Gesuches um gerichtliche Anordnung einer superprovisorischen vorsorglichen Massnahme (z. B. Benützungsverbot oder eine Anordnung zur Beseitigung eines rechtswidrigen Zustands) hat der Grundeigentümer die Möglichkeit, auf zivilrechtlichem Weg eine rasche Intervention zu verlangen». Wie lange wird das wohl dauern? Können Sie mir dies beantworten, Herr Regierungsrat? Die Polizei nimmt Rücksicht darauf, wo wie viele Personen eine Gesetzesübertretung begehen. Sie spricht dementsprechend entweder eine Busse aus – wenn es sich nämlich um eine oder wenige Personen handelt – oder aber sucht zuerst das Gespräch – wenn es sich um eine Gruppe von Personen handelt. Das ist aus unserer Sicht ein unhaltbarer Zustand. Ein grosser Teil der Bevölkerung versteht das nämlich nicht und goutiert es auch nicht.

Die Grünliberalen sind enttäuscht über die Antwort des Regierungsrats. Er scheint die immer wiederkehrenden Probleme bei der Wegweisung von Fahrenden zu ignorieren und verweist auf die Kompetenzen der Gemeinden. Diese sind in unseren Augen zurzeit nicht ausreichend, um das Problem schnell und unkompliziert zu lösen. Die jetzige Situation und wie das Problem gehandhabt bzw. nicht gehandhabt wird, ist unbefriedigend. Genau darum wurde dieser Vorstoss eingereicht. Man fordert vom Regierungsrat eine Prüfung der jetzigen Situation, und dass er einen Vorschlag macht, wie man das Problem besser lösen könnte. Bei der Revision des Polizeigesetzes hätte der Regierungsrat die Möglichkeit, Artikel 29 des Polizeigesetzes dahingehend zu verschärfen, dass eine Wegweisung von Fahrenden, die illegal öffentlichen oder privaten Grund besetzen, einfacher und schneller erfolgen könnte. Die Grünliberalen werden diesen Vorstoss unterstützen.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Der Staat ist für die Bürger da. Hier möchte ich eine Klammer öffnen: Dies gilt auch für die inländischen Fahrenden, die gehören da ganz klar dazu. Es gilt auch für den Kanton. Der Kanton ist zuerst für seine Bürger da und danach kommen alle anderen; Touristen und diejenigen, die wir hier angesprochen haben. Wenn man von Leuten hört, die von einer solchen Invasion von Fahrenden betroffen sind, gewinnt man den Eindruck von Ohnmacht. Das wird in der Antwort des Regierungsrats ein bisschen spürbar. Die Wege sind kompliziert, Grossrat Schlup hat dies zum Ausdruck gebracht. Man bekommt das Gefühl, dass effizientes Handeln hier nicht möglich ist. Darum unterstützt die EDU-Fraktion den Vorstoss in allen Punkten.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Ich werde mich kurz fassen. Die FDP kann den Vorstoss vollumfänglich unterstützen, da Handlungsbedarf besteht und Abhilfe zwingend nötig ist. Darum kann ich die Voten des Motionärs unterstützen, aber auch diejenigen des Bieler Kollegen Güntensperger. Herr Güntensperger und ich sind ein bisschen Biel-geschädigt. Wir wissen, wovon wir reden. Wir haben diese Probleme. Man muss einmal selbst diese Situation erleben; egal, ob es sich nun um ausländische oder inländische Fahrende handelt. In anderen Gemeinden wiederum herrschen offenbar beinahe paradiesische Verhältnisse. Es könnte aber beispielsweise auch einmal eine Gemeinde wie Belp treffen. Dort gibt es unter anderem viel freie Fläche um den Flugplatz herum. Darum muss etwas geschehen. Die Antwort des Regierungsrats klingt gut und recht und juristisch sehr verharmlosend. Tatsächlich aber brauchen wir nun eine Kompetenzverschiebung. Grossrätin Rüfenacht hat es angesprochen. Es handelt sich tatsächlich um eine Kompetenzverschiebung und auch eine kleine Änderung des Polizeigesetzes, damit wir handeln können. Das entspricht auch einem Wunsch des Bieler Polizeikommandanten, der sich wünscht, wieder über gewisse Kompetenzen zu verfügen und nicht einfach zuschauen zu müssen. In diesem Sinn handelt es sich um einen richtigen Vorstoss und die FDP hat keine Probleme damit, ihm zuzustimmen. Wenn man jetzt das Ganze mit ungarischen Verhältnissen vergleicht, dann wird natürlich seitens der Grünen und Linken – wie immer –masslos übertrieben. Mit der Annahme dieses Vorstosses sind wir von ungarischen Verhältnissen weit entfernt.

Le président. Ich hoffe, ich übertreibe nie. Wir kommen nun zu den Einzelvoten. Möchte sich jemand dazu äussern? – Das ist nicht der Fall. Damit gebe ich dem Regierungsrat das Wort.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Ich stelle fest, dass wir mehr Stand- und Durchgangsplätze für Fahrende

benötigen. Ich hoffe, Sie werden sich auch noch im Jahr 2016 an diese Diskussion erinnern, wenn wir einen entsprechenden Kredit vorlegen werden, um Plätze für Fahrende zu erstellen und so zu versuchen, die Situation zu entschärfen. Herr Grossrat Klopfenstein, in Belp gibt es seit 1974 einen Platz für Fahrende. Auch Biel verfügt über einen Platz. Biel ist um einiges grösser, dort würde es drei oder vier Plätze vertragen. Deshalb diskutieren wir hier das Ganze.

Der Regierungsrat hat umfassend aufgezeigt, was eine Gemeinde im Umgang mit Fahrenden unternehmen kann und muss. Wenn Fahrende ein Gelände illegal besetzen, müssen die Gemeindevertretung, die Polizei sowie der betreffende Eigentümer vor Ort sein. Sie haben es auch mit der Generalklausel gesehen. Die Gemeinde kann effizient mit Fahrenden umgehen. Aber wenn es Probleme gibt, soll nicht schon wieder gesagt werden, in der Gemeinde könne man diese nicht lösen, nun solle es der Kanton richten. Man beschwört immer die Gemeindeautonomie und verfügt über Instrumente, und jetzt wird schon wieder nach dem Kanton gerufen. Es ist auch eine Realität in Biel, dass die betreffenden Plätze verbaut worden sind. Vielleicht haben Sie noch den Vorstoss betreffend Burgdorf in den Ohren. Auch dort wurden Plätze verbaut und Poller aufgestellt. Es wird gesagt, man wolle keine solchen Plätze. Es ist das, was ich bei unseren Gemeinden immer wieder erlebe: Bei jeder Gemeinde heisst es, Durchgangsplätze sollen an einem andern Ort erstellt werden, aber auf keinen Fall bei ihr. Alle Gemeinden wollen es jeweils auf die andern abschieben. Das funktioniert so nicht. Die Gemeinden sind hier in der Verantwortung. Erinnern Sie sich an vorige Woche. Da haben Sie hier im Saal beschlossen, dass Sie nicht noch mehr Gesetze, Verordnungen und Bürokratie wollen. Diese Woche kommen Sie an und sagen, der Kanton müsse aktiv werden, und Sie verlangen eine neue gesetzliche Regelung auf kantonaler Ebene. Konrad Adenauer hat gesagt: «Was kümmert mich mein Geschwätz von gestern». Ich hoffe aber, Sie erinnern sich, was Sie letzte Woche beschlossen haben und lehnen in diesem Sinn und Geist auch diese Motion ab.

Le président. Wünscht der Motionär noch einmal das Wort? – Das ist der Fall.

Mathias Müller, Orvin (UDC). Vielen Dank für die unterschiedlichen Voten. Zum Regierungsrat ist Folgendes zu sagen: Es ist nicht so, dass wir ein neues Gesetz wollen. Ich wüsste nicht, wo ich geschrieben hätte, ich wolle ein neues Gesetz. Es geht darum, dass wieder weniger durch den Kanton bestimmt wird und die Gemeinden mehr Handlungsfreiheit erhalten. Das ist ein riesiger Unterschied. Wir rufen auch nicht den Kanton um Hilfe an, sondern fordern, dass er den Gemeinden die Handlungsfreiheit gibt, damit sie selber vorgehen können. So, wie das vorher ganz klar gesagt wurde. Es mag sein, dass Sie es in Thun besser machen als in Biel. Aber, es tut mir leid: Es ist ein Unterschied, ob – wie in Thun – vielleicht fünfmal Fahrende vorbeikommen oder ob, wie in Biel, sechzig- oder siebzigmals Karawanen halten. Das ist eine ganz andere Dimension und kann nicht verglichen werden. Darum: Diejenigen, die das ablehnen, müssen dann noch in den Spiegel schauen und vor die Bielerinnen und Bieler hinstehen können. Es ist auch Ihre Klientel, die da langsam genug hat. Sie müssen den Betroffenen in die Augen schauen können und ihnen sagen, es sei ihnen egal, was bei ihnen geschieht.

Le président. Damit stimmen wir nun über die Motion Müller ab. Wer diese Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 87

Non 50

Abstentions 4

Le président. Der Grosse Rat hat die Motion überwiesen. Wir kommen zu Traktandum 70. (*Exclamations dans la salle : Le classement a été demandé !*) – Das habe ich verpasst. Wer hat das beantragt? – Die BDP hat Abschreibung beantragt. Entschuldigen Sie, das ist an mir vorbeigegangen. Gut, dass Sie sich melden. Dann stimmen wir nun über die Abschreibung der Motion ab. Wer die Motion Müller abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement de la motion)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 64

Non 68

Abstentions 5

Le président. Der Grosse Rat hat die Abschreibung der Motion abgelehnt. Also bleibt hier eine Pendenza bestehen.